



# Résultats pour la France – 2014

# CITOYENNETÉ

Le questionnaire de l'enquête annuelle ISSP concerne en 2014 les principales dimensions de la citoyenneté :

- Qu'est-ce qu'un bon citoyen ?
- A quelles formes de démocratie les Français adhèrent-ils ? Quels doivent-être les droits des individus dans une démocratie ? Sont-ils positifs ou critiques sur le fonctionnement de la démocratie en France ?
- S'intéressent-ils à la politique, se sentent-ils compétents en ce domaine ? Suivent-ils régulièrement les nouvelles politiques dans les médias ? Quelle est leur participation et engagement politiques ?
- Quelle confiance les Français ont-ils dans les autres mais aussi dans les hommes politiques, dans l'administration, dans les élections ?

La méthodologie de l'enquête est précisée en annexe.

Une enquête ISSP avec beaucoup de questions identiques avait été réalisée en 2004, ce qui permet des comparaisons très riches.

Les résultats (pondérés pour une meilleure représentativité) sont présentés dans l'ordre du questionnaire, en respectant la formulation des questions.  
1211 réponses exploitables ont été obtenues.

Commentaires rédigés par **Pierre Bréchon**,  
Institut d'études politiques de Grenoble, PACTE/CNRS.

*Dans la suite du texte, les résultats sont exprimés en pourcentages horizontaux ou verticaux.*

1. Il existe différentes opinions sur ce qu'est un bon citoyen. En utilisant une échelle de 1 à 7, où 1 veut dire que « ça n'est pas important du tout » et 7 veut dire que « c'est très important », diriez-vous personnellement, que ?

	... n'est pas important du tout					... est très important		Ne peut choisir
	1	2	3	4	5	6	7	
Toujours voter aux élections...	2.2	0.9	2.2	7.2	10.0	20.0	55.2	2.3
2004	2.2	1.0	3.0	4.8	9.0	17.2	60.8	2.0
Ne jamais essayer de frauder le fisc...	1.8	1.6	1.7	6.4	8.8	18.0	58.7	2.9
2004	3.4	1.4	4.4	9.3	10.3	15.6	51.1	4.7
Toujours obéir aux lois et aux règles...	1.7	1.0	2.4	10.1	16.3	24.8	40.5	3.2
2004	1.7	0.9	2.4	9.7	16.3	23.9	40.9	4.0
Suivre de près les actions du gouvernement...	4.4	3.8	6.8	20.8	28.0	17.2	15.7	3.3
2004*	3.9	2.0	5.0	17.0	23.9	20.6	22.6	5.1
Etre actif dans des associations sociales ou politiques...	9.6	6.8	13.5	21.6	21.1	12.6	9.5	5.2
2004	9.1	7.2	11.6	21.2	20.4	11.9	12.5	6.1
Essayer de comprendre les raisonnements des gens qui ont d'autres opinions...	1.6	2.5	3.5	11.5	20.9	30.0	27.6	2.5
2004	1.8	1.5	2.2	11.5	21.0	17.1	32.0	2.9
Choisir certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales, même s'ils coûtent un peu plus cher...	11.7	5.7	8.9	16.8	19.3	18.8	14.8	4.0
2004	14.2	5.7	8.2	15.3	19.4	19.1	14.1	4.0
Aider en France les gens qui sont moins bien lotis que vous...	2.8	2.3	8.0	17.8	20.4	23.3	21.5	3.9
2004	2.1	2.3	5.2	16.4	20.7	23.5	27.0	2.9
Aider ailleurs dans le monde les gens qui sont moins bien lotis que vous...	10.1	7.1	10.9	18.8	21.3	14.8	12.1	5.1
2004	6.6	5.6	9.6	21.5	18.5	16.2	16.7	5.5

\* La traduction française de cette question était légèrement différente en 2004. Le cas se répète dans quelques questions ultérieures, qui seront signalées par le même astérisque.

Un bon citoyen se doit d'être vertueux en tous domaines. Mais certains comportements sont cependant jugés plus importants que les autres. Le palmarès est le suivant : ne pas frauder le fisc, voter, obéir aux lois, être compréhensif à l'égard des idées des autres, suivre activement l'actualité gouvernementale, consommer de manière responsable, être actif dans la vie sociale et associative, aider les gens mal lotis, surtout en France. Le bon citoyen est donc avant tout respectueux des normes établies, il se conforme à la démocratie représentative mais se doit aussi d'être solidaire et participatif dans la société.

La distribution des réponses est très semblable à 10 ans d'écart. On notera simplement un renforcement de l'honnêteté à l'égard du fisc et une baisse du suivi de l'actualité gouvernementale dans les valeurs de la citoyenneté.

Tous ces indicateurs sont assez fortement liés entre eux, ce qui permet de construire un indice de valorisation de la citoyenneté. Une analyse factorielle montre cependant qu'il y a certaines formes de citoyenneté plus fortement liées entre elles, et qu'on peut isoler trois sous-dimensions :

- une « citoyenneté active » où les enquêtés trouvent très importante l'aide aux défavorisés, en France et dans le monde, l'action dans les associations sociales ou politiques, le suivi/contrôle de l'action gouvernementale, la consommation responsable, l'effort de compréhension des personnes ayant des opinions différentes des siennes (33 % de la variance sur cet axe) ;
- une « citoyenneté conformiste » autour de la valorisation privilégiée du vote, du paiement sans tricher de ses impôts et de l'obéissance permanente aux lois (17 %) ;
- une « citoyenneté visant le contrôle des gouvernants » par le vote et par un suivi précis de l'action gouvernementale (12 %).

La valorisation de la citoyenneté (selon l'indice construit par addition des scores de 1 à 7 à toutes les formes de citoyenneté) met en évidence de forts écarts de genre : les femmes valorisent beaucoup plus la citoyenneté que les hommes, alors qu'on verra qu'elles sont moins politisées. 63 % des femmes sont identifiées comme fortement attachées à la citoyenneté contre seulement 52 % des hommes. L'amour de la citoyenneté est aussi plus fort chez les personnes âgées que chez les jeunes, chez les diplômés que chez ceux ayant fait peu d'études, dans les catégories favorisées plutôt qu'au bas de l'échelle sociale, chez les personnes politisées, chez les personnes orientées à gauche.

## 2. Doit-on autoriser les extrémistes religieux à tenir des réunions publiques ?

	2014	2004
- On doit très certainement les y autoriser	4.9	4.7
- On doit probablement les y autoriser	10.6	12.3
- On ne doit probablement pas les y autoriser	17.0	18.4
- On ne doit certainement pas les y autoriser	50.3	52.7
- Ne sait pas, sans réponse	17.3	11.9

## 3. Doit-on autoriser les personnes qui voudraient renverser le gouvernement par la force à tenir des réunions publiques ?

	2014	2004
- On doit très certainement les y autoriser	5.1	5.4
- On doit probablement les y autoriser	11.4	9.6
- On ne doit probablement pas les y autoriser	20.4	16.8
- On ne doit certainement pas les y autoriser	51.1	59.2
- Ne sait pas, sans réponse	11.9	9.1

## 4. Doit-on autoriser les personnes qui ont des préjugés racistes à tenir des réunions publiques ?

	2014	2004
- On doit très certainement les y autoriser	5.4	6.5
- On doit probablement les y autoriser	11.7	10.5
- On ne doit probablement pas les y autoriser	19.0	15.8
- On ne doit certainement pas les y autoriser	56.2	60.5
- Ne sait pas, sans réponse	7.8	6.6

Les trois questions qui précèdent essaient de tester les conceptions des libertés dans une démocratie. Doit-on laisser s'exprimer les extrémistes qui contestent le système démocratique ou même simplement les valeurs dominantes ? Une grande sévérité domine à l'égard des trois catégories prises en compte : seulement environ 15 % de la population sont favorables à la liberté d'expression pour les

personnes ayant des préjugés racistes, pour celles qui soutiennent la violence politique, pour les extrémistes religieux, à peu près sans différence liée à la catégorie d' « extrémistes ». On ne décèle pas de véritable mouvement de l'opinion depuis 2004, même si sur chaque indicateur il semble y avoir légèrement moins de partisans de l'interdiction et un peu plus de sans réponse.

Plus on est intransigeant dans un domaine, plus on tend aussi à l'être dans les deux autres. On peut donc construire un indice de tolérance envers les intolérants, qui permet d'identifier environ 30 % de personnes plutôt tolérantes alors que 70 % manifestent leur intolérance. On ne décèle pas de différence nette selon le genre ou l'âge, la politisation ou l'orientation gauche droite. Simplement les personnes à haut niveau d'éducation sont un peu plus permissives.

**5. Voici différentes formes d'action politique et sociale que les gens peuvent faire. Pour chacune d'elles, pouvez-vous indiquer si :**

- Vous l'avez faite dans l'année qui vient de s'écouler
- Vous l'avez faite dans un passé plus lointain
- Vous ne l'avez pas faite mais vous auriez pu la faire
- Vous ne l'avez pas faite et vous ne l'auriez jamais faite, quelles que soient les circonstances

	Faite dans l'année écoulée	Faite dans un passé plus lointain	Aurait pu la faire	Ne l'aurait jamais faite	Ne peut choisir
<b>Signer une pétition</b>	33.5	36.0	16.5	8.2	5.7
2004	33.3	39.8	16.1	6.2	4.6
<b>Boycotter, ou délibérément acheter certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales</b>	30.8	14.1	22.0	23.2	9.9
2004	28.3	13.1	25.4	22.1	11.1
<b>Prendre part à une manifestation</b>	11.7	33.1	28.1	22.1	5.1
2004	14.7	37.2	22.6	19.4	6.1
<b>Assister à une réunion ou à un rassemblement politique</b>	9.9	18.3	28.1	36.1	7.7
2004	10.2	21.7	27.4	30.9	9.9
<b>Contacteur ou essayer de contacter un homme politique ou un haut fonctionnaire afin de lui exprimer vos opinions</b>	6.0	9.2	30.4	46.6	7.7
2004	7.4	11.2	34.7	35.5	11.0
<b>Donner de l'argent ou collecter des fonds pour une activité sociale ou politique</b>	22.1	17.0	20.0	34.0	6.8
2004	23.0	17.9	21.5	28.9	8.7
<b>Contacteur les médias, ou y apparaître, pour exprimer vos opinions</b>	3.4	4.4	26.0	58.2	8.0
2004	4.9	6.7	28.5	48.1	11.8
<b>Exprimer des opinions politiques sur internet</b>	6.7	4.4	14.7	66.6	7.8
2004	3.3	1.6	22.2	57.4	15.6

Cette batterie mesure la participation politique et ses potentialités de développement, non pas à travers le vote, mais selon de nombreuses autres manières d'agir, certaines plus traditionnelles, d'autres plus revendicatives. La signature de pétition vient en tête des actions pratiquées, suivie par la consommation « responsable », les manifestations, les dons monétaires, l'assistance à des meetings. Les interventions auprès des hommes politiques, dans les médias ou sur internet viennent en dernier.

Là encore, la stabilité des attitudes à 10 ans d'écart domine. Les activités politiques (faites dans l'année ou dans le passé) sembleraient légèrement à la baisse sauf pour le boycott de produits et pour l'expression politique sur internet (qui se développe un peu en 10 ans mais pas autant qu'on pourrait le croire : internet reste peu utilisé comme « répertoire » d'action politique).

La colonne qui enregistre la fréquence du rejet de ces formes d'action est intéressante à considérer. C'est l'expression d'opinions politiques dans les médias ou sur internet qui semble le moins convaincre les Français, probablement en partie par manque de passion pour la politique, mais aussi par manque de compétences intellectuelles ou politiques. Les interventions auprès d'hommes politiques, l'assistance aux meetings et les dons monétaires sont aussi assez souvent exclus et de manière plus fréquente qu'en 2004, ce qui traduit la mauvaise image des hommes politiques et de leurs partis.

On peut construire un indice à partir de cette batterie pour mesurer le potentiel protestataire des individus. Lorsqu'on observe les liens avec des variables sociodémographiques, on n'en trouve aucune avec le sexe et l'âge. Par contre le lien avec le niveau d'études est très fort : plus on est éduqué, plus on fait preuve d'un potentiel protestataire élevé. Plus on se sent au haut de l'échelle sociale, plus on dispose d'un revenu élevé, plus on est aussi protestataire. Mais évidemment, les liens existent aussi avec les dimensions politiques : plus on est politisé, plus on valorise la citoyenneté et plus on manifeste aussi des velléités protestataires,

---

## 6. Tous les combien consultez-vous les médias, c'est-à-dire la télévision, les journaux, la radio et internet, pour vous informer sur l'actualité et la vie politiques ?

- Plusieurs fois par jour .....	48.4
- Une fois par jour .....	31.6
- 5-6 fois par semaine.....	4.4
- 3-4 fois par semaine.....	5.2
- 1-2 fois par semaine.....	3.2
- Moins d'une fois par semaine .....	3.7
- Jamais .....	2.6
- Ne peut choisir .....	1.0

Ce thème est aussi traité à la question 26, avec une question plus détaillée. Le suivi de l'actualité, tel qu'il est ici mesuré, semble très intensif. Mais il pourrait être surestimé, soit parce que ceux qui répondent à l'enquête seraient plus politisés que la moyenne de la population, soit parce qu'ils majoreraient leur fréquence d'exposition médiatique, par réflexe de conformité aux normes implicites du bon citoyen, qui se devrait d'être à l'écoute de la vie politique et sociale. De plus le terme « actualité » est plus large que celui d'informations politiques utilisé à la question 26.

Le croisement entre ces réponses et les 4 sous questions de la 26 met en lumière une corrélation forte : plus on dit suivre l'actualité politique à cette question globale, plus on déclare aussi être exposé à l'information sur le journal, la télévision, la radio, internet) à la question 26. On repère néanmoins quelques réponses incohérentes (forte exposition d'après une question, faible d'après l'autre).

**7. En moyenne, avec combien de personnes environ êtes-vous en contact un jour de semaine ordinaire, en comptant les personnes avec qui vous vivez ?**

Sont pris en compte tous les contacts en tête-à-tête, y compris les personnes avec qui vous bavardez, discutez ou parlez. Cela peut être en face à face, par téléphone, par courrier électronique ou sur internet. Merci de ne compter que les personnes que vous connaissez.

**Parmi les propositions suivantes, choisissez celle qui correspond le mieux à votre estimation :**

- de 0 à 4 personnes..... 20.1
- de 5 à 9 personnes ..... 30.8
- de 10 à 19 personnes..... 22.7
- de 20 à 49 personnes..... 16.2
- 50 personnes ou plus ..... 8.0
- Ne peut choisir ..... 2.2

Cet indicateur de sociabilité permet de voir s'il existe des liens entre la forte sociabilité, les situations individuelles et le rapport à la politique. L'intensité des contacts journaliers est presque identique pour les hommes et les femmes. Par contre, plus on est jeune, plus on a des contacts fréquents avec d'autres. Ce sont les personnes âgées qui sont les moins socialisées. Les catégories favorisées ont plus de contacts que les autres. Ce qui va dans le sens des théories de Pierre Bourdieu : il y a une relation positive entre détention de capital économique, culturel et social. Si la sociabilité et la politisation sont à peu près sans liens, le potentiel protestataire est plus développé chez les personnes à forte sociabilité, sans que le sens de la relation soit évident.

**8. On peut appartenir à différents groupes ou associations. Pour chacun des groupes suivants, pouvez-vous indiquer si :**

- Vous en êtes membre et vous y participez activement
- Vous en êtes membre mais vous n'y participez pas activement
- Vous en avez été membre mais vous ne l'êtes plus
- Vous n'en avez jamais été membre

	Membre actif	Membre inactif	Ancien membre	Jamais appartenu	Ne peut choisir
<b>Un parti politique</b>	1.8	2.9	5.5	82.9	6.8
2004	1.8	2.3	7.4	81.0	7.4
<b>Un syndicat ou une association professionnelle</b>	5.6	8.0	19.1	60.8	6.5
2004	8.9	8.1	19.3	56.5	7.2
<b>Une église ou une organisation religieuse</b>	5.4	11.0	9.5	65.9	8.2
2004	6.8	12.4	9.7	62.0	9.2
<b>Une association sportive, culturelle ou de loisirs</b>	27.5	9.7	31.7	26.0	5.2
2004	30.2	9.4	30.2	23.8	6.4
<b>Une autre association</b>	14.7	5.2	15.0	48.1	16.9
2004	19.3	6.0	13.8	40.4	20.4

Cette question mesure l'intensité de l'appartenance à différentes organisations de l'espace public. L'univers très diversifié du monde associatif (deux derniers indicateurs) réunit de nombreux soutiens.

Les Eglises et les syndicats ont aussi des adhérents en nombre significatif. Les partis politiques n'ont au contraire que très peu de membres.

La tendance semble plutôt être à la baisse des appartenances organisationnelles (- 3 points pour l'appartenance syndicale et à une Eglise, - 2 pour une association sportive, culturelle et de loisirs, - 5 pour une autre association).

Les gens qui ont beaucoup de contacts journaliers avec les autres sont aussi plus souvent membres d'une organisation collective. Mais les jeunes, dont on a vu qu'ils ont beaucoup de contacts, participent moins aux organisations prises en compte que les personnes plus âgées. La participation à des groupes collectifs est plus fréquente chez les personnes éduquées, à hauts revenus et qui se positionnent en haut de l'échelle sociale.

Bien sûr, c'est avec les variables politiques que les liens sont les plus étroits. Avant tout, plus on appartient à des groupes collectifs, plus on manifeste aussi un potentiel protestataire élevé. On est aussi plus politisé, situé plus à gauche qu'à droite et surtout au centre, on valorise plus la citoyenneté et on est plus tolérant à l'égard des extrémistes.

**9. Il existe différentes opinions sur les droits des individus dans une démocratie. Sur une échelle de 1 à 7, où 1 veut dire « pas du tout important » et 7 veut dire « très important », est-il important ou pas important...**

	Pas du tout important							Très important	Ne peut choisir
	1	2	3	4	5	6	7		
... que tous les citoyens aient des conditions de vie décentes	0.4	0.6	0.8	2.5	5.9	12.2	75.0	2.7	
2004	0.7	0.5	0.6	2.4	4.7	12.1	75.9	3.2	
... que les gouvernements et leurs administrations respectent et protègent les droits des minorités	1.0	0.8	1.7	5.6	9.5	18.5	60.1	2.7	
2004*	0.7	0.2	1.0	5.1	8.1	16.4	63.7	4.6	
... que l'on donne davantage d'occasions aux gens de participer aux décisions publiques	0.8	1.2	2.0	7.7	18.7	21.0	44.3	4.2	
2004	1.5	0.8	1.9	6.8	13.8	19.0	51.8	4.4	
... que les citoyens puissent entreprendre des actes de désobéissance civile pour s'opposer aux actions du gouvernement	7.7	4.6	6.0	17.4	18.7	13.6	19.7	12.1	
2004	11.1	4.5	7.8	12.8	15.3	13.6	23.3	11.6	
... que les gouvernements respectent les droits démocratiques quelles que soient les circonstances	0.6	0.5	1.6	5.4	9.4	21.6	55.6	5.3	
... que les personnes reconnues coupables de crimes graves perdent leurs droits civiques	3.7	1.4	1.5	6.0	7.3	15.0	58.9	6.2	
... que les personnes résidant depuis longtemps dans un pays, sans en être citoyens, aient le droit de voter aux élections nationales de ce pays	30.3	7.6	6.8	10.4	10.6	9.9	14.8	9.5	
... que les citoyens aient le droit de ne pas voter	19.2	5.5	4.8	15.4	11.2	9.0	20.5	14.4	
... que les services de santé soient accessibles à tous	2.4	0.5	1.0	5.3	5.9	11.7	70.2	2.9	

Les droits des individus que les Français soutiennent le plus sont d'ordre social, autour des attentes d'égalité. 75 % jugent très importante l'égalité des conditions de vie, 70 % l'accès de tous aux services de santé, 60 % le respect des minorités, 56 % le respect des droits démocratiques par les gouvernements en toutes circonstances. Ce qui n'empêche pas 59 % des enquêtés de trouver très important d'ôter leurs droits civiques aux criminels (ce qui est d'ailleurs très couramment pratiqué en France et dans beaucoup de démocraties). Davantage de démocratie participative est aussi soutenu par une majorité conséquente.

Par contre, trois propositions laissent les Français plus dubitatifs : le droit de désobéissance civile, le droit de s'abstenir dans les scrutins électoraux, le droit de vote pour les étrangers résidant depuis longtemps dans le pays (35 % y sont favorables).

Sur les propositions déjà testées en 2004, on n'observe pas de forte évolution. La démocratie participative, la désobéissance civile et les droits des minorités sont simplement légèrement moins soutenus qu'en 2004.

Un indice peut être construit pour évaluer l'importance accordée aux droits individuels dans une démocratie. L'item sur la privation des droits civiques pour les criminels a été exclu de l'échelle d'attitude, vu sa relation faible avec les autres réponses. Alors que l'indice va théoriquement de 8 à 56 (8 notes allant de 1 à 7), les réponses enregistrées ne vont que de 20 à 56. Ce qui montre que même les plus récalcitrants aux droits individuels n'y sont pas totalement hostiles.

Les femmes accordent en moyenne davantage d'importance au respect des droits démocratiques alors qu'on n'observe à peu près pas de différence selon les âges et la position sociale. Mais plus on montre d'un fort potentiel protestataire, plus on se situe à gauche, plus on juge importante la citoyenneté (question 1), plus on valorise aussi les droits démocratiques. Les personnes politisées donnent également un peu plus d'importance aux droits individuels.

#### 10. Dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous les affirmations suivantes :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Ni d'accord, ni pas d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Ne peut choisir
<b>Les gens comme moi n'ont pas à donner leur avis sur ce que le gouvernement fait</b>	<b>2.2</b>	<b>3.3</b>	<b>9.4</b>	<b>16.5</b>	<b>64.9</b>	<b>3.7</b>
<b>2004</b>	<b>3.6</b>	<b>4.3</b>	<b>8.8</b>	<b>15.3</b>	<b>64.3</b>	<b>3.7</b>
<b>Je ne pense pas que le gouvernement se soucie beaucoup de ce que pensent les gens comme moi</b>	<b>36.6</b>	<b>29.2</b>	<b>12.0</b>	<b>10.6</b>	<b>8.5</b>	<b>3.0</b>
<b>2004</b>	<b>30.5</b>	<b>27.7</b>	<b>12.9</b>	<b>15.7</b>	<b>9.8</b>	<b>3.5</b>
<b>J'ai le sentiment de bien comprendre les grands problèmes politiques que la France rencontre</b>	<b>15.0</b>	<b>34.0</b>	<b>24.8</b>	<b>13.6</b>	<b>5.7</b>	<b>7.0</b>
<b>2004*</b>	<b>11.5</b>	<b>31.8</b>	<b>25.2</b>	<b>14.3</b>	<b>9.6</b>	<b>7.6</b>
<b>Je pense que la plupart des gens en France sont mieux informés que moi sur la politique et le gouvernement</b>	<b>5.6</b>	<b>13.1</b>	<b>28.6</b>	<b>29.1</b>	<b>18.0</b>	<b>5.5</b>
<b>2004*</b>	<b>7.6</b>	<b>9.9</b>	<b>25.1</b>	<b>29.3</b>	<b>20.0</b>	<b>8.2</b>



Une très large majorité de Français estime avoir son mot à dire sur ce que fait le gouvernement même si celui-ci ne s'intéresse pas beaucoup à ce qu'ils pensent (2<sup>ème</sup> ligne du tableau). Ils se sentent plutôt compétents sur les problèmes de la France et assez bien informés pour émettre des jugements (deux dernières propositions).

Le sentiment de bien comprendre les problèmes politiques est plus développé chez les hommes, chez les 35 ans et plus, dans les catégories favorisées. Ces relations ne sont pas très fortes. Les relations sont plus fortes avec des variables politiques, spécialement le niveau de politisation : plus on est politisé, plus on se sent aussi compétent pour juger des problèmes politiques, ce qui est assez normal.

**Supposons qu'une loi en discussion à l'Assemblée nationale vous paraisse injuste ou dangereuse.**

**11. Si un tel cas se présentait, tenteriez-vous de faire quelque chose, seul ou avec d'autres ?**

	2014	2004
- C'est très probable	17.1	16.4
- C'est assez probable	32.6	26.7
- C'est assez improbable	25.0	25.4
- C'est tout à fait improbable	14.7	13.4
- Ne peut choisir, sans réponse	10.6	18.1

**12. Si vous faisiez une telle action, est-il probable ou improbable que l'Assemblée nationale prête sérieusement attention à vos demandes ?**

	2014	2004
- C'est très probable	4.7	3.0
- C'est assez probable	11.3	11.0
- C'est assez improbable	38.9	39.2
- C'est tout à fait improbable	35.6	34.6
- Ne peut choisir, sans réponse	9.4	12.3

En cas de projet de loi injuste, 50 % des personnes interrogées se disent prêtes à « tenter de faire quelque chose » (contre 43 % en 2004), sans que la nature de cette action soit définie. Mais seulement 16 % estiment que cette action serait efficace.

Ceux qui tenteraient d'agir contre une loi injuste sont plus fréquemment favorables à la désobéissance civile (question 9, 4<sup>ème</sup> affirmation), ce qui est logique.

**13. Personnellement, êtes-vous très intéressé-e, assez intéressé-e, peu intéressé-e ou pas du tout intéressé-e par la politique ?**

	2014	2004
- Très intéressé-e	12.6	12.6
- Assez intéressé-e	41.1	40.9
- Peu intéressé-e	33.2	35.0
- Pas intéressé-e du tout	10.8	9.4
- Ne peut choisir, sans réponse	2.3	2.0

L'intérêt politique semble très stable. Il est beaucoup plus fréquent chez ceux qui ont le sentiment de bien comprendre les problèmes politiques. Mais les deux aspects, intérêt et compétence, ne sont pas

redondants. On peut par exemple avoir un sentiment de compréhension et ne pas s'intéresser à une politique perçue comme trop politicienne. A l'inverse on peut manifester un certain intérêt politique avec un faible sentiment de compétence.

L'intérêt pour la politique peut être couplé avec les questions 18 et 19 qui mesurent aussi un degré de politisation à travers la fréquence des discussions politiques. Les femmes sont moins politisées, mais les jeunes le sont presque autant que les plus âgés. En matière de politisation, le niveau scolaire apparaît beaucoup plus déterminant que l'âge. Les personnes à haut niveau scolaire, qui appartiennent aux groupes sociaux les plus élevés, qui se disent au haut de l'échelle et qui disposent d'un revenu élevé sont aussi plus politisées.

La relation entre politisation et échelle gauche droite est très habituelle, dessinant une courbe en U asymétrique : la politisation est maximale à gauche, passe par un point bas au centre (et encore davantage chez ceux qui ne se positionnent pas sur l'échelle) et remonte chez les personnes de droite (sans atteindre un niveau équivalent à celui observé à gauche).

**14. À propos de politique, les gens parlent parfois de gauche et de droite. Vous-même, où vous situeriez-vous sur une échelle de 0 à 10, où 0 représente la position la plus à gauche et 10 la plus à droite ?**

	Gauche		2	3	4	5	6	7	8	Droite		Refus/ NR
	0	1								9	10	
<b>2014</b>	<b>3.4</b>	<b>2.2</b>	<b>7.9</b>	<b>8.8</b>	<b>7.6</b>	<b>19.9</b>	<b>6.0</b>	<b>8.0</b>	<b>9.8</b>	<b>3.0</b>	<b>4.4</b>	<b>19.0</b>
<b>2004</b>		<b>5.3</b>	<b>5.7</b>	<b>13.9</b>	<b>10.8</b>	<b>12.8</b>	<b>8.7</b>	<b>7.8</b>	<b>9.3</b>	<b>1.8</b>	<b>4.3</b>	<b>19.8</b>

Sur une échelle en 11 positions, on observe que 19 % ne se positionnent pas et que 19.9 % choisissent la réponse centrale qui est peu impliquante et peut traduire aussi bien des positions modérées qu'une absence de convictions claires. Le mode d'administration de l'enquête a ici un impact : en face à face, on aurait moins de refus de se positionner.

29,9 % se classent à gauche (0 à 4) et 31.2 % à droite (de 6 à 10). En 2004 la question ne comportait que 10 modalités de réponses, ce qui rend la comparaison délicate. La stabilité semble dominer : on enregistrait alors 35.7 % à gauche (1 à 4) et 31.9 % à droite (6 à 10), les non réponses étant identiques. On observe donc seulement une petite baisse de la gauche au profit du centre. On dit beaucoup que les identités de gauche et de droite font de moins en moins sens mais la distribution stable sur les échelles montre que beaucoup d'individus ont intériorisé des positionnements idéologiques.

Les femmes, les jeunes, les personnes qui se sentent au bas de la société, à faible niveau scolaire et de revenus, moins politisés, se positionnent un peu moins sur l'échelle. Les cadres et professions intermédiaires sont sensiblement plus à gauche que les agriculteurs, commerçants et artisans, ainsi que les employés et ouvriers. On semble enregistrer ici un décrochage des catégories populaires à l'égard des valeurs de gauche. Les hauts revenus sont plus à droite. Les sans religion sont nettement plus souvent à gauche et les catholiques pratiquants à droite.

### 15. Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Ni d'accord, ni pas d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Ne peut choisir
<b>La plupart du temps, on peut faire confiance aux membres du gouvernement pour réaliser ce qui est bien</b>	<b>2.0</b>	<b>11.6</b>	<b>31.9</b>	<b>28.3</b>	<b>22.3</b>	<b>4.0</b>
<b>2004*</b>	<b>2.6</b>	<b>18.0</b>	<b>29.5</b>	<b>27.7</b>	<b>16.5</b>	<b>5.6</b>
<b>La plupart des hommes politiques ne font de la politique que pour en retirer des avantages personnels</b>	<b>30.5</b>	<b>34.0</b>	<b>18.4</b>	<b>10.8</b>	<b>2.8</b>	<b>3.5</b>
<b>2004*</b>	<b>30.1</b>	<b>31.0</b>	<b>19.2</b>	<b>11.3</b>	<b>3.7</b>	<b>4.7</b>

Ces réponses confirment la très mauvaise image des hommes politiques et la faible confiance faites aux membres du gouvernement. Ces perceptions négatives, assez traditionnelles, se sont cependant encore renforcées depuis 2004.

L'indice de confiance aux hommes politiques, construit à partir des deux questions, montre que celle-ci est faible dans tous les groupes et que les différences entre groupes sont ténues. On note simplement une confiance un peu plus forte dans les catégories favorisées, Et lorsqu'on est politisé et actif dans le domaine social et politique, l'image des politiciens est moins mauvaise.

### 16. Lorsqu'ils en ont l'occasion, pensez-vous que les gens essaient de profiter de vous ou d'être corrects ?

	2014	2004
- Ils essaient presque tout le temps d'en profiter	5.2	5.2
- Ils essaient le plus souvent d'en profiter	21.3	23.7
- Ils essaient le plus souvent d'être corrects	48.9	46.1
- Ils essaient presque tout le temps d'être corrects	13.0	10.3
- Ne peut choisir, sans réponse	11.6	14.8

### 17. D'une manière générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance aux gens ou qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ?

	2014	2004
- On peut presque toujours faire confiance aux gens	1.9	1.8
- On peut généralement faire confiance aux gens	28.6	29.8
- On n'est généralement pas assez prudent quand on a affaire aux autres	50.4	49.7
- On n'est presque jamais assez prudent quand on a affaire aux autres	15.4	13.4
- Ne peut choisir, sans réponse	3.6	5.4

Les deux questions précédentes sont des indicateurs classiques des conceptions à l'égard d'autrui qui avaient déjà été posées de manière identique en 1998 et 2004. Les résultats ont peu varié lors de ces

trois occasions de mesure. L'attitude qui domine peut être ainsi résumée : beaucoup jugent que les autres sont corrects dans les relations. On ne devrait donc pas être méfiants à leur égard. C'est pourtant ce qui apparaît à la question 17 : deux-tiers des Français, à la différence des Scandinaves, ne font pas confiance spontanément à autrui.

Même si la distribution des réponses à ces deux questions semble paradoxale, elles sont fortement liées : plus on fait une confiance spontanée aux autres, plus on pense aussi que les gens sont corrects dans les relations humaines.

L'attitude de confiance est beaucoup plus fréquente chez les personnes à haut niveau d'études, à revenus élevés, appartenant aux catégories favorisées, se situant au sommet de la société, ce que de nombreuses autres études ont aussi montré. La confiance est aussi plus fréquente chez les personnes politisées, actives dans le domaine social et politique, appartenant à des groupements. Les personnes orientées à gauche font aussi davantage confiance à autrui que celles du centre ou de droite.

Enfin quand on fait confiance aux autres, on a aussi tendance à davantage faire confiance aux hommes politiques.

**18. Lorsque vous êtes avec vos amis, parents ou collègues de travail, parlez-vous politique ?**

	2014	2004
- Souvent	13.5	13.8
- Parfois	46.3	47.3
- Rarement	28.8	26.4
- Jamais	10.0	10.7
- Ne peut choisir, sans réponse	1.3	1.7

**19. Lorsque, sur une question politique, vous avez une conviction forte, essayez-vous de persuader vos amis, parents ou collègues de travail de partager votre position ?**

	2014	2004
- Souvent	11.1	17.1
- Parfois	34.8	34.0
- Rarement	28.0	25.6
- Jamais	23.7	20.8
- Ne peut choisir, sans réponse	2.3	2.5

Les deux questions précédentes sur les discussions politiques et sur la volonté de convaincre sont fortement liées entre elles, ainsi qu'avec l'intérêt pour la politique (question 13). Discuter politique, vouloir convaincre ses amis et manifester de l'intérêt pour la politique peuvent constituer un indice de politisation. Comme on l'a vu, cet indice est distinct de la compétence politique (même si politisation et compétence sont liées). La politisation est aussi assez liée au niveau d'études, à l'appartenance professionnelle, au revenu. Les personnes de gauche et de droite sont sensiblement plus politisées que celles du centre et celles qui ne se positionnent pas sur l'axe.

**20. Considérons à présent la politique française. Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ?**

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Ni d'accord, ni pas d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Ne peut choisir
<b>Les partis politiques encouragent les gens à être actifs dans la vie politique</b>	2.8	14.5	24.7	27.6	20.4	10.0
<b>2004</b>	4.8	13.2	23.0	29.3	19.3	10.5
<b>Les partis politiques ne proposent pas aux électeurs de véritables choix entre différentes politiques</b>	19.3	38.2	18.6	10.8	3.9	9.3
<b>2004</b>	22.6	37.5	14.8	12.0	3.9	9.2
<b>Les référendums sont un bon moyen de décider des questions politiques importantes</b>	34.2	33.3	14.4	6.6	4.1	7.4
<b>2004</b>	38.1	32.8	12.3	6.6	4.5	5.7

Seule une minorité estime que les partis politiques contribuent à la mobilisation des citoyens, ce qui constitue normalement une de leurs fonctions. Et une majorité (60 %) estime même qu'ils ne proposent pas des choix alternatifs de politique. Leur fonction idéologique serait donc aussi mal remplie. Ceci traduit la mauvaise image des partis, qui n'est pas nouvelle. On n'observe d'ailleurs pas d'évolution sur ces 2 items depuis 2004. Ces deux questions sont assez étroitement liées à la confiance aux hommes politiques. Ceux qui ont une perception positive des partis ont aussi tendance à faire confiance aux hommes politiques.

Les référendums apparaissent au contraire comme un outil important de décision politique démocratique. La volonté de participation à des décisions politiques est forte mais ne se concrétise pas toujours lors des scrutins où l'abstention peut se révéler importante (en 2005, au dernier référendum organisé en France sur le projet de Constitution européenne, l'abstention enregistrée était de 30.5 %, taux considéré comme marquant une forte mobilisation, comparée au référendum précédent à l'automne 2000 sur la réduction du mandat présidentiel à 5 ans : 69.8 % d'abstention !). Entre les intentions et les actes, une série de phénomènes contribuent à expliquer l'écart : on peut préférer faire autre chose le jour du vote, on peut ne pas savoir quel est le bon choix entre deux hypothèses seulement, souvent très techniques, on peut aussi manifester de la mauvaise humeur contre le gouvernement à travers cette abstention, on peut penser aussi que le choix proposé ne changera rien dans la vie de tous les jours (pour les Français et/ou pour soi).

Le référendum est une procédure soutenue dans tous les milieux, sans grand écart d'approbation. Les personnes à haut niveau scolaire, celles qui sont orientées à gauche, celles qui ne font pas confiance aux hommes politiques le soutiennent un peu moins.

**21. Concernant les élections présidentielles et législatives en France en 2012, pensez-vous que le comptage et le résultat des votes ont été :**

	<b>2014</b>	<b>2004</b>
- tout à fait honnêtes	28.9	40.2
- assez honnêtes	31.5	24.2
- ni honnêtes, ni malhonnêtes	18.4	16.3
- assez malhonnêtes	3.1	3.1
- tout à fait malhonnêtes	1.2	3.1
- Ne peut choisir, sans réponse	16.8	13.0

La confiance au résultat du comptage des suffrages semble assez bonne mais cependant pas générale et plutôt en baisse (60 % jugent les résultats honnêtes contre 64 % en 2004 (jugement sur les élections de 2002). Et les réponses totalement positives perdent 11 points. Ce qui est signe de crise de confiance dans les institutions politiques.

**22. Toujours pour les mêmes élections de 2012, les moyens des candidats et des partis pour faire campagne ont-ils été :**

	<b>2014</b>	<b>2004</b>
- tout à fait juste	5.1	6.8
- assez justes	23.4	25.1
- ni justes, ni injustes	28.6	26.0
- assez injustes	12.4	16.5
- tout à fait injustes	5.6	6.4
- Ne peut choisir, sans réponse	25.0	19.2

Si une majorité estime que les résultats sont fiables, seule une minorité (en légère baisse) estime que les candidats disposent de moyens équitables pour leur campagne. Mais encore davantage qu'en 2004, on enregistre beaucoup de non réponses ou de réponses médianes. Comme si les enquêtés avaient du mal à se faire des opinions sur ces questions techniques. Au final, ceux qui trouvent injuste la répartition des moyens de campagne ne sont que 18 % (23 % en 2004).

Les réponses aux deux questions sont liées : quand on juge les élections honnêtes, on tend aussi plus souvent à les trouver justes dans les moyens donnés aux candidats. Un indice construit avec ces questions montre que la confiance aux élections est plus développée chez les hommes, chez les personnes à hauts revenus, qui se situent en haut de l'échelle sociale, qui se positionnent à gauche et à droite (alors que les centristes et ceux qui ne répondent pas sont plus critiques à l'égard des élections), qui sont politisées et surtout qui font confiance aux hommes politiques. Confiance aux hommes politiques et aux élections vont de pair.

---

**23. En France, l'administration et les services publics sont-ils ou non au service de la population ?**

	2014	2004
- Ils sont tout à fait au service de la population	9.9	8.7
- Ils sont plutôt au service de la population	47.1	42.7
- Ils ne sont pas vraiment au service de la population	30.5	35.4
- Ils ne sont pas du tout au service de la population	7.3	8.6
- Ne peut choisir, sans réponse	5.1	4.7

L'image de l'administration et des services publics semble moyenne mais plutôt en progression depuis 2004 : 57 % considèrent aujourd'hui (contre 51 % en 2004) que l'administration est au service de la population.

---

**24. Pensez-vous que la corruption est répandue ou rare dans l'administration et les services publics en France**

	2014	2004
- Presque personne n'est corrompu	4.4	3.9
- Un petit nombre de gens sont corrompus	27.9	28.0
- Un certain nombre de gens sont corrompus	36.4	36.8
- Un bon nombre de gens sont corrompus	17.7	16.9
- Pratiquement tout le monde est corrompu	5.1	4.1
- Ne peut choisir, sans réponse	8.4	10.3

La corruption ne semble pas considérée comme un fléau généralisé de l'administration mais cependant, presque un Français sur 4 la juge très développée. Alors qu'un tiers ne voit que peu de corruption. Là encore, il y a beaucoup de méconnaissance qui s'exprime dans les non réponse et les positions intermédiaires. Le résultat de 2004 était très semblable.

Les deux questions sur les services publics et la corruption de l'administration sont très liées : quand on estime que l'administration est au service de la population, on a tendance à beaucoup moins y voir de corruption. Avec l'indice construit par addition de ces deux indicateurs, on observe que l'administration a une image moins bonne en bas de l'échelle sociale, chez les ouvriers et employés et chez les personnes à bas revenus. Elle est aussi moins bonne à droite qu'à gauche, chez les personnes dépolitisées et inactives dans le domaine social et politique.

La relation est surtout forte avec les différentes mesures de la confiance : plus on fait confiance à autrui, aux hommes politiques et aux élections, plus on a aussi une image positive de l'administration.

**25. Dans l'ensemble, sur une échelle de 0 à 10, avec 0 pour « très mal » et 10 pour « très bien »**

	Très mal										Très bien		Ne peut choisir
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
<b>Comment la démocratie fonctionne-t-elle aujourd'hui en France ?</b>	7.1	3.6	6.1	11.9	10.4	18.6	10.9	11.8	9.4	2.6	1.2		<b>6.3</b>
<b>2004</b>	4.9	2.2	4.6	6.7	8.4	21.4	10.9	16.7	12.4	3.9	2.3		<b>5.6</b>
<b>Et il y a 10 ans, comment la démocratie fonctionnait-elle en France ?</b>	2.4	1.4	2.4	7.0	7.3	19.9	12.4	14.9	13.2	4.1	1.5		<b>13.6</b>
<b>2004</b>	2.4	1.0	2.8	4.7	6.4	18.6	12.9	15.2	14.3	3.6	2.5		<b>15.8</b>
<b>Et dans 10 ans, comment pensez-vous que la démocratie fonctionnera en France ?</b>	13.2	6.4	8.8	8.7	8.4	10.6	5.8	7.8	6.9	2.2	1.3		<b>19.9</b>
<b>2004</b>	10.1	4.7	7.6	6.3	6.3	8.4	6.2	9.0	7.4	4.3	2.9		<b>26.8</b>

Le fonctionnement de la démocratie est jugé beaucoup moins bon aujourd'hui qu'il y a 10 ans : 39.1 % de réponses 0 à 4 représentent le pôle négatif contre seulement 26.8 % en 2004. Les réponses positives (6 à 10) somment à 35.9 % alors qu'elles représentaient 49.2 % de la population en 2004.

Si tous savent prononcer un jugement sur la démocratie française actuelle, il y a davantage de non réponse pour juger le passé et encore plus pour faire un pronostic sur l'avenir. Dans l'ensemble, ceux qui se prononcent pensent que la démocratie fonctionnait bien autrefois (46.1 %) et surtout ils sont très pessimistes pour l'avenir : seulement un sur 4 pense que la démocratie fonctionnera bien à l'avenir. Si on calcule pour 2014 la note moyenne des réponses, celle-ci est de 4.8 pour la démocratie aujourd'hui, elle est de 5.7 pour la démocratie il y a dix ans et seulement de 4.1 pour la démocratie dans 10 ans.

Ce pessimisme sur l'évolution de la démocratie est confirmé par beaucoup de jugements négatifs sur l'évolution de la société dans d'autres enquêtes. Les enquêtes sur les valeurs des Européens montrent par exemple que beaucoup sont optimistes sur leur situation personnelle (ils se disent heureux) mais pessimistes sur la société. Depuis 2003, c'est en général au moins trois quarts des personnes sondées chaque mois par TNS/Sofres qui affirment que « quand ils regardent la manière dont évolue la France et les Français, ils ont l'impression que les choses ont tendance à aller plus mal » (plus de 80 % fin 2014 !).

Les jugements étant corrélés entre hier, aujourd'hui et demain, on a pu construire un indice qui montre que les jugements sont particulièrement pessimistes sur le fonctionnement de la démocratie au bas de l'échelle sociale, chez les ouvriers et employés, chez les personnes disposant de faibles revenus. Les personnes faiblement politisées sont aussi très pessimistes, tout comme les extrémistes de droite et aussi de gauche.

La logique vertueuse des formes de confiance fonctionne aussi ici : plus on fait confiance à autrui, aux hommes politiques, à l'administration, aux élections, plus on juge aussi positivement le fonctionnement de la démocratie.



## 26. En moyenne, combien de fois...

	Plusieurs fois par jour	Une fois par jour	5-6 fois par semaine	3 ou 4 fois par semaine	1 ou 2 fois par semaine	Moins d'une fois par semaine	Jamais	Ne peut choisir
... lisez-vous les informations politiques dans un journal ?	6.4	19.2	3.3	7.1	16.0	19.1	26.2	2.8
... regardez-vous les informations politiques à la télévision ?	15.2	25.4	6.4	7.9	11.9	17.4	13.7	2.1
... écoutez-vous les informations politiques à la radio ?	15.3	15.2	3.7	6.6	8.0	16.1	32.0	3.0
... utilisez-vous internet pour obtenir des informations politiques ?	10.6	8.1	4.4	5.3	9.2	14.2	44.3	3.9

La télévision reste la première source d'information politique, la radio conserve un rôle important. Les journaux viennent en troisième position ... Internet a un public fidèle mais aussi beaucoup de personnes qui l'ignorent totalement pour l'information politique.

L'utilisation des différentes sources d'information politique est souvent cumulative : plus on utilise un média comme source d'information, plus on tend aussi à utiliser les autres. Sur la base d'un indice additif, on observe que les hommes suivent davantage les nouvelles politiques que les femmes. Alors qu'il y a très peu d'écart par âge mais de fortes logiques sociales : on suit d'autant plus l'actualité politique qu'on appartient à des catégories favorisées par les études, le revenu, la catégorie sociale, et qu'on a aussi le sentiment d'être en haut de l'échelle.

Les logiques politiques sont encore plus fortes que les logiques sociales : on suit d'autant plus l'actualité politique qu'on est politisé et actif dans le champ social et politique.

La comparaison avec 2004 est très difficile car l'échelle de fréquence a été changée et quelques mots de la traduction aussi, comme le montre le tableau ci-après. La télévision semble aujourd'hui ignorée par davantage de monde, la radio aussi. Internet est au contraire plus utilisé. Pour la presse écrite, la mesure concernait en 2004 uniquement les quotidiens alors qu'en 2014 tous les journaux sont pris en compte. La comparaison n'est donc pas possible.

### En moyenne, combien de fois...

2004	tous les jours	3 ou 4 fois par semaine	1 ou 2 fois par semaine	moins souvent	jamais	Ne peut pas dire/SR
...lisez-vous les nouvelles politiques dans un quotidien ?	16	13	23	27	19	3
...regardez-vous les nouvelles politiques à la télévision ?	41	20	17	14	6	2
...écoutez-vous les nouvelles politiques à la radio ?	31	13	12	20	22	3
...utilisez-vous Internet pour obtenir des informations politiques	3	3	2	12	74	6

On ajoute ci-dessous les résultats de deux questions qui figurent dans les variables interprétatives mais qui ont un rapport avec le thème de la citoyenneté.

**27. De nos jours, certaines personnes ne vont pas voter. Vous-même, avez-vous voté lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2012 ?**

	2014	2004
- Oui	83.8	80.4
- Non	9.5	15.5
- Je n'avais pas le droit de vote lors de cette élection	4.9	4.1
- Je ne sais plus/NR	1.8	

L'abstention telle que mesurée ici (2<sup>ème</sup> ligne du tableau) est moins forte que dans la réalité (20.5 % en 2012, 28.4 % en 2002).

Mais on peut quand même mesurer grâce à l'enquête certains traits caractéristiques de la participation électorale. Celle-ci est un peu moins élevée chez les jeunes, chez les ouvriers, chez les personnes à faibles revenus. Le niveau d'études semble peu jouer (probablement parce que les personnes âgées, peu diplômées, votent davantage que les jeunes, qui ont le bagage scolaire le plus important).

Le vote est un peu plus fréquent à la présidentielle chez les personnes politisées mais cette relation est beaucoup plus faible que celle que l'on enregistre pour d'autres scrutins (il faut par exemple être très politisé pour se déplacer aux urnes lors des élections européennes, dont beaucoup de citoyens ne comprennent pas le sens).

**28. Pouvez-vous dire en faveur de quel candidat vous avez voté lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2012 ?**

	2014	Résultat 1 <sup>er</sup> tour 2012
- Lutte ouvrière (LO) / Nathalie Arthaud	0.5	0.4
- Nouveau parti anticapitaliste (NPA) / Philippe Poutou	0.9	0.9
- Front de gauche (FG) / Jean-Luc Mélenchon	6.4	8.7
- Parti socialiste (PS) / François Hollande	23.8	22.3
- Europe écologie les Verts (EELV) / Eva Joly	2.9	1.8
- Mouvement démocrate (MoDem) / François Bayrou	4.8	7.1
- Union pour un mouvement populaire (UMP) / Nicolas Sarkozy	22.9	20.8
- Debout la République (DLR) / Nicolas Dupont-Aignan	1.0	1.4
- Front national (FN) / Marine Le Pen	7.1	14.0
- Abstention, Blanc, sans réponse, Non concerné	29.8	22.0

La reconstitution du vote de 2012 deux ans après donne des résultats pas trop décalés par rapport au résultat officiel du scrutin. Il est normal qu'une proportion plus importante figure en non concerné car il y a dans l'échantillon des étrangers et des personnes de moins de 18 ans en 2012, qui ne pouvaient donc voter, alors qu'elles sont aujourd'hui majeures et font partie de l'échantillon. François Hollande et Nicolas Sarkozy sont légèrement surreprésentés alors que Marine Le Pen est fortement sous-évaluée, comme souvent dans les sondages avant redressement sur critères politiques.

Recodée en 3 catégories, les votes de droite constituent 34.5 % de l'échantillon (pour 34.1 % en réalité), le centre 4.8 % (pour 7.1 %) et la gauche 31.0 % (pour 36.2 % en réalité). Ce sont donc seulement les votes de droite qui sont sous-évalués, surtout du fait du décalage sur le vote frontiste.

Le vote de gauche domine chez les sans religion alors que le vote de droite est souvent le fait des catholiques pratiquants.

## Annexe méthodologique sur la réalisation de l'enquête

L'enquête **International Social Survey Programme** (ISSP) est réalisée chaque année dans près de quarante pays dans le monde, avec un questionnaire international commun, rédigé en anglais, collectivement mis au point, et traduit ensuite dans les différentes langues des pays membres. En France, l'enquête est pilotée par une équipe d'universitaires et de chercheurs (CNRS, FNSP et autres organismes).

Chaque enquête annuelle correspond à un thème particulier, qui a vocation à être répliqué environ tous les 10 ans. Le thème de 2014, sur la citoyenneté, avait déjà été abordé dans le module ISSP de 2004.

L'enquête française est auto-administrée par voie postale. Un échantillon représentatif de 4 000 numéros de téléphone a été sélectionné aléatoirement dans une base d'abonnés issue de tous les opérateurs (réalisée et tenue à jour par une entreprise spécialisée), aussi exhaustive que possible (20 millions de ménages, disposant parfois de plusieurs numéros de téléphone, 2 000 000 d'individus n'ayant en principe qu'un portable), comportant aussi l'adresse postale. Les numéros de la liste rouge sont les seuls à échapper à cette base.

Une sensibilisation téléphonique a été faite au moment de l'envoi des questionnaires par voie postale, pour annoncer l'enquête et inciter à répondre. Pour les ménages, le contact téléphonique permet aussi de sélectionner, à l'intérieur du foyer, la personne qui doit répondre. On applique pour cela la méthode dite des anniversaires : c'est le résident dont l'anniversaire est le plus tôt dans l'année, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, qui est désigné pour répondre. 59 % des numéros téléphoniques de la liste ont pu être joints, 6 % correspondaient à de faux numéros et 35 % étaient injoignables.

Le premier envoi postal des questionnaires a eu lieu le 28 février 2014. Trois relances postales successives ont été réalisées à un mois de distance. Au moment du dernier envoi postal (13 juin), un nouveau contact téléphonique a été établi avec les personnes n'ayant pas encore répondu (53 % d'entre elles ont été jointes).

1352 réponses ont été réceptionnées. 141 ont été déclarées « invalides » et donc éliminées parce que entièrement vierges, ou parce qu'un grand nombre de questions étaient sans réponses ou encore dans de rares cas du fait de réponses complètement contradictoires. 1211 réponses valides (628 à la première vague, 247 à la seconde, 132 à la troisième, 207 à la dernière, 7 indéterminées) ont été obtenues. C'est sur cet effectif que les résultats en pourcentage sont calculés.

250 envois postaux sont revenus au moins deux fois pour adresses erronées ou obsolètes (PND). Sur 3750 questionnaires présumés réceptionnés, le taux de réponses reçues est de 36.0 % et celui de réponses valides de 32.3 %.

Les résultats sont redressés en fonction du genre et de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle, pour compenser les biais d'échantillonnage.

L'enquête faite en 2004 sur le même thème ne comportait qu'une seule relance postale. 10 000 ménages avaient été sélectionnés dans la base de numéros de téléphone France-Télécom/Orange. Il n'y avait pas eu d'incitation téléphonique. Le taux de retour était de 16 %, contre 21 % en 2012 sur le thème de la famille et 18 % en 2003 sur l'identité nationale.

**On trouvera plus d'informations générales sur les enquêtes ISSP  
sur [www.issp-france.fr](http://www.issp-france.fr) et [www.issp.org](http://www.issp.org)**